

505477/5

3622

(1943)

ARCHIVES

Suppression des P.N. 102 et 42 à Béthune
(Lignes Arras-Hazebrouck et Lille-Béthune)
Remplacement par des P.S.

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	14. 8.42	<i>ingrès</i>
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	26. 7.43	

Suppression des P.N. 102 et 42 à Béthune (Lignes Arras-Hazebrouck et Lille-Béthune) Remplacement
par des P.S.

SECRETARIAT d'ETAT
aux Communications

Direction
des Chemins de fer

Service Technique

3ème Bureau

Ligne d'Arras
à Hazebrouck et de Lille
à Béthune

Suppression des P.N. 102
& 42 à Béthune et cons-
truction de deux P.S.

Projet d'exécution

Nord : 12-3

COPIE

LE MINISTRE, SECRETAIRE D'ETAT
à la Production Industrielle et aux Communications

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale des Chemins
de fer français

Vous m'avez présenté, le 14 Août 1942, le projet d'exécution de deux P.S. à construire en remplacement du P.N. 102 situé au P.K. 229.388 de la ligne d'Arras à Hazebrouck sur la R.N. 37, et du P.N. 42 situé au P.X. 40.206 de la ligne de Lille à Béthune, sur un chemin latéral.

La réalisation de ce projet dont la dépense globale a été réévaluée à 2.700.000 fr. à la charge de l'Etat (Routes Nationales), sous déduction de la participation forfaitaire de la S.N.C.F., comporte l'exécution, par la S.N.C.F., des travaux ci-après :

- construction sous la Route Nationale 37 déviée, de deux P.S., l'un sur la ligne d'Arras à Hazebrouck, l'autre sur la ligne de Lille à Béthune;

- modifications corrélatives des lignes téléphoniques de la S.N.C.F. et de la signalisation;

- suppression des P.N. 102 et 42 (Remplacement des barrières et des portillons par des clôtures).

Le projet ne comprend pas l'établissement de la chaussée et la modification des lignes télégraphiques de l'Etat.

Après examen par le Service Technique de la Direction des Chemins de fer, j'approuve le projet présenté dont la dépense évaluée à 2.700.000 fr. sera à la charge de l'Etat (Routes Nationales) sous déduction d'une participation financière de la S.N.C.F. correspondant aux économies de gardiennage à provenir de la suppression des P.N. 102 et 42.

Cette participation sera fixée au moment où sera donné l'ordre d'entreprendre effectivement les travaux.

Il est entendu que :

1°- La S.N.C.F. s'entendra directement avec le Service Ordinaire des Ponts et Chaussées avant de passer aucun marché ou de prendre quelque mesure que ce soit concernant l'exécution des travaux;

2°- Les dispositions des deux P.S. situés sur une déviation en courbe, devront satisfaire aux prescriptions de la circulaire ministérielle Série B n°50 du 7 Juin 1939, en ce qui concerne la hauteur des bordures de trottoirs et la résistance des garde-corps dont l'exécution incombe à la S.N.C.F.;

3°- L'entretien des deux P.S. sera assuré par la S.N.C.F. à l'exception de la chaussée, des trottoirs et des garde-corps qui seront entretenus par l'Administration des Ponts et Chaussées et à ses frais;

4°- Les dépenses réellement faites seront remboursées par l'Etat (Routes Nationales) avec les majorations d'usage, sur présentation de factures soumises à la vérification du Service Technique de la Direction des Chemins de fer;

5°- Les changements d'affectation des domaines publics, routier et ferroviaire que nécessite l'exécution du projet feront l'objet de propositions spéciales à présenter par la S.N.C.F.;

6°- La question de la construction d'une passerelle pour piétons à l'emplacement du P.N. n°102 sera à nouveau examinée par la Direction des Routes, compte-tenu de l'avis du Service des Ponts et Chaussées en date du 21 Octobre 1942;

7°- Le Service des Ponts et Chaussées s'entendra, au moment de l'exécution, avec l'Administration des P.T.T. pour le déplacement, par les soins de cette dernière, de la ligne de télécommunication de l'Etat longeant la Route Nationale;

8°- Les travaux à exécuter par le Service des Ponts et Chaussées et par la S.N.C.F. ne devront pas apporter de modifications importantes au régime actuel d'écoulement des eaux.

J'adresse copie de la présente décision à M. le Préfet du Pas-de-Calais, chargé de la notifier à M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de ce département et à la Municipalité de Béthune.

Pour le Secrétaire d'Etat
et par autorisation
Le Directeur des Chemins de fer

• signé : MORANNE